

URGENCE DEMOCRATIQUE / Manifeste

C'est une question d'URGENCE DEMOCRATIQUE qui nous pousse à nous exprimer face à l'opinion publique. Chaque personne signataire de ce manifeste nous pourrions développer notre propre discours séparément, mais nous avons décidé d'apporter une nouveauté, qui consiste à le faire ensemble, partant d'un message que nous partageons, depuis la pluralité. Une circonstance en accord avec l'URGENCE que requièrent les temps que nous vivons.

Dans cet exercice de réflexion nous prenons en compte l'ensemble du pays, Euskal Herria, notre nation, notre peuple, notre espace d'action local, suivant l'expression *'think global, act local'*, chacun avec ses nuances. Toutefois, la dimension des événements qui se sont dernièrement produits dans l'Etat espagnol et qui touchent nos deux communautés, la Communauté Forale de Navarre et la Communauté Autonome d'Euskadi, nous poussent à concentrer notre attention sur ce domaine.

De ce fait, il semblait que, comme conséquence de l'USURE DU REGIME DE 78, la sensation d'une nécessaire REGENERATION DEMOCRATIQUE était en train de s'installer parmi les partis politiques. En d'autres termes, il semblait que l'idée que « la démocratie est un chemin qui se parcourt sans cesse » était assumé avec un certain naturel, du moins depuis des positions progressistes. On avait la sensation qu'un scénario favorable à des changements importants pourrait s'établir, qui, dans notre cas, pourrait déboucher sur des nouveaux statuts pour nos deux communautés.

Cependant, le système espagnol, déjà enlisé par la corruption et les politiques antisociales dues à la crise, par une dégradation scandaleuse du principe de séparation des pouvoirs et par d'autres questions mineures, éclate à la suite du *procès* (processus) Catalan, et cela arrive face à deux positions antagoniques de la société : l'Ultraradicalisme, qui soutient l'involution de l'Etat, et l'anesthésie généralisée quant à la pensée critique.

Nous observons une offensive sans précédents d'une Justice politisée par les courants idéologiques les plus autoritaires et conservateurs, comme nous pouvons le constater avec l'emprisonnement des idées et de ceux qui les défendent, qu'ils soient twittiers, rappers, taggeurs ou acteurs de théâtre. Mais il faut, plus particulièrement, regarder le cas de la Catalogne, dans lequel l'Exécutif et le judiciaire agissent main dans la main, emprisonnant et persécutant des élus maintes fois avalisés dans les urnes pour les plus hautes instances autonomiques de leur pays.

Le fait que ce processus de régression, ce courant involutif du régime monarchique espagnol compte, par action ou omission, avec le soutien de l'Europe nous inquiète profondément. Les états communautaires ne se rendent pas compte que le Royaume d'Espagne porte au cadre européen la semence de l'instabilité.

L'existence de sociétés installées dans des territoires intraétatiques précis, toujours les mêmes, qui expriment une indifférence évidente envers l'Etat espagnol sous toutes ses formes est une constante historique. En tant qu'état, il pourrait faire le pari de se consolider dans ces territoires par la voie démocratique, comme c'est le cas au Royaume Uni ou au Canada. Mais il peut aussi se maintenir dans la voie l'imposition. Cependant, comme cela il continuera d'être un état failli et instable, un associé peu ou pas recommandable.

Pourvu que l'Europe comprenne cela au plus vite et qu'il contribue à faire entrer le régime espagnol dans le chemin de la démocratie lorsqu'il s'agira de résoudre ses carences séculaires.

ESPERANCE - CONFIANCE - ILLUSION

Face à cette situation inquiétante, nous voulons casser le rythme routinier de la politique et tirer la sonnette d'alarme face aux femmes et hommes d'Euskal Herria. Nous voulons réaliser un appel à abandonner l'indifférence et la prise de distance, à reprendre la voie de la conscience critique, de l'engagement pour l'espérance.

Nous aimerions contribuer à la réhabilitation de la politique, à de fins sociales, pour le changement ; **à la restauration de la confiance et l'illusion collective.** Nous voulons le faire, **pas pour construire un mur de résistance, dans la continuité des inerties du passé, mais pour ouvrir une voie de transformation.**

Six ans se sont écoulés depuis la fin de la violence d'ETA. Nous venons également de connaître les conséquences sociales d'une crise provoquée par un changement de modèle à échelle mondiale. Par ailleurs, **nous sommes gravement menacés par le risque de régression et d'involution de l'Etat.**

Si nous ajoutons à cela la remise en question des statuts en vigueur dans la Communauté Autonome d'Euskadi et de la Communauté Forale de Navarre, c'est peut-être le moment de se saisir d'un projet, **partant d'une perspective de pays et d'une société émancipée.** Il nous appartient **de nous résigner à subir un autre long cycle politique ou de faire face à la situation sans renoncer à nos aspirations.**

Pour notre part, **nous pensons qu'il est temps de prendre l'initiative.** Nous avons besoin d'un nouveau statut, inspiré sur les principes du Développement Humain Durable appliqués au pays. Un statut qui nous octroie **les compétences pleines et exclusives** sur toutes les questions en rapport avec le

développement de notre système productif, qui incluent notre propre **cadre de relations de travail**, et qui ouvre la voie à un sous-système complet d'agents sociaux ; sur les questions en rapport avec notre modèle de bien-être social, **qui incluent la mise en place du service universel, à savoir, la Santé, l'Education et le système des retraites et d'allocation chômage** ; sur les questions en rapport avec notre **système fiscal** ; sur les questions destinées à dépasser la situation de diglossie de **l'euskara**, partant de consensus sociaux et sans ingérences de la part de l'Etat ; sur les questions en rapport avec la configuration d'un **espace d'Administration de la Justice** ; sur les questions en rapport avec la durabilité de notre environnement et des ressources naturelles ; sur les questions en rapport avec **l'égalité des genres**. Un statut qui nous octroie **l'interlocution directe avec l'Union Européenne**.

En définitive, un statut **qui nous reconnaisse explicitement en tant que peuple, en tant que nation. Bilatéralité en termes d'égalité, entre les Etats et chacune de nos communautés**. C'est pour nous un concept basique, au nom duquel institutionnaliser des facultés souveraines et d'autogouvernance, **avec des compétences pleines et exclusives en matière de consultations et référendums**, qui sont des mécanismes de base de notre cohabitation démocratique. **Notre capacité de décision, le principe démocratique de la libre décision, est intrinsèquement lié à ce mécanisme, de sorte que tous les projets politiques et causes sociales puissent se concrétiser, à condition de compter avec les majorités requises pour cela, sans autre limite que celles-ci**.

Le moment de débattre et de développer en détail tous ces aspects viendra. Le débat sur notre avenir doit être ouvert à l'ensemble des citoyens, à la société en général, et ne doit pas se limiter aux institutions ou aux partis politiques. **Il s'agit de trouver la manière d'additionner les volontés autour de ce projet**. De déclarer le pays zone libre de corruption et de politiques antisociales, un espace d'égalité, de démocratie et de bien-être social, et de nous doter **pour cela d'outils d'autogouvernance et de souveraineté auxquels nous aspirons en tant que nation et société émancipée. En termes généraux, c'est notre schéma de transformation**.

D'autre part, au-delà de nos territoires, nous pourrions, depuis l'autonomie de chaque processus, promouvoir les rencontres **avec les efforts du peuple catalan pour canaliser la volonté majoritaire de ses citoyens**. Entre ces deux espaces, et avec ceux des peuples et des secteurs progressistes répartis dans l'ensemble de l'Etat espagnol, **nous pourrions créer une forte valeur ajoutée de pensée et d'action critique, partagée en termes démocratiques et de remise en question du modèle d'état actuel**.

Nous ne pouvons pas clore ce manifeste sans parler de la trace laissée par la souffrance qui persiste dans la société **comme séquelle des violences endurées pendant de décennies**. Non à l'oubli, oui à la mémoire, une mémoire inclusive où toutes les violations des droits soient reconnues. De même, oui à la vérité, oui au vivre-ensemble démocratique. Nous pensons que c'est la voie à suivre.

Nous plaidons pour la reconnaissance sans ambiguïtés des victimes de tous bords. Sept ans après le cessez définitif de l'activité d'ETA, il est temps de rapprocher les personnes détenues au plus près de leur lieu d'origine, ainsi que d'en finir avec les réglementations d'exceptions appliquées à celles-ci.

Faire du principe 'tous les Droits pour toutes les personnes' une réalité, en référence à la Déclaration Universelle des Droits Humains, nous pensons que ce serait la meilleure manière de sceller le scénario d'un nouveau statut dans les termes précédemment exposés et un bon héritage à laisser aux générations immédiates et futures de basques.

DEMOKRAZIA BAI !

Les signataires de ce manifeste **nous formons un collectif pluriel**. Nous partageons la préoccupation pour la situation politique que nous avons décrite, nous sommes d'accord pour considérer que nous sommes face à un moment d'**URGENCE DEMOCRATIQUE** et nous misons sur le projet d'avenir exposé ci-dessus de manière générale. Mais ce projet requiert de majorités, d'une nouvelle majorité, d'une majorité plurielle, transformatrice. C'est ce que nous souhaitons transmettre en composant ce collectif.

Nous sommes des femmes et des hommes issus de la société civile, à titre exclusivement personnel. **En tant que plateforme ouverte dénommée DEMOKRAZIA BAI**, nous entendons apporter réflexion, débat et diffusion, sans nous fermer à l'éventualité d'autres types d'initiatives.

Dans tous les cas, c'est et ce sera quelque chose qui passera par la voie du travail commun, jamais par celle de la concurrence, avec les agents qui existent déjà dans le scénario politique et social, avec qui nous pouvons être en partie ou totalement d'accord. Nous venons pour additionner et multiplier, pas pour soustraire et diviser.

Il est temps de réhabiliter des concepts basiques telles que LIBERTE, DEMOCRATIE, et EGALITE, ainsi que JUSTICE ET BIENETRE SOCIAL pour notre pays, pour notre société, dans les termes clairement définis. Il est temps d'unir les forces politiques, syndicales, sociales, culturelles, associatives, individuelles et institutionnelles autour de ces objectifs.

C'est là le souhait des signataires de ce manifeste.

Euskal Herria, 13 avril 2018